

En Europe, les nations ne veulent pas mourir



Vox Monde (<http://premium.lefigaro.fr/vox/monde/>) | Par Eric Zemmour (#figp-author)

Publié le 21/01/2016 à 12h31

LA CHRONIQUE D'ÉRIC ZEMMOUR - L'enthousiasme du siècle dernier pour le libéralisme bute désormais sur la volonté des peuples de se préserver dans leur identité.

Les grands mots ont été tirés. Coup d'Etat pour les uns, souveraineté pour les autres. Les menaces aussi. La commission de Bruxelles dira en mars si elle prive la Pologne de son droit de vote européen au titre de l'article 7 du traité d'union. «L'arme nucléaire», préviennent les technocrates bruxellois. Même pas peur, semblait rétorquer le patron du parti Droit et Justice polonais, Jaroslaw Kaczynski, lorsqu'il rencontrait, au début de l'année, dans un petit hôtel à la frontière slovaque, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán. Comme un pied de nez à Bruxelles. Comme un axe Varsovie-Budapest. Comme un effet d'imitation. **Que reproche Bruxelles (<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2015/07/07/31001-20150707ARTFIG00272-referendum-grec-place-a-l-europe-des-realites.php>)** à Varsovie? Une reprise en main par l'Etat du parquet et des médias audiovisuels. Au nom de la souveraineté et de la «repolonisation» du pays. A Bruxelles, on crie à la «dictature». Ces décisions ressemblent pourtant à un pays qu'on connaît bien. La France d'avant, la France de toujours, colbertiste, culturellement protectionniste et se méfiant du gouvernement des juges. La France du général de Gaulle dans les années 1960.

C'est ce qu'on appelle aujourd'hui l'Etat de droit. Le droit des individus, sans conteste ; mais pas le droit des peuples.

Mais voilà, l'Europe a pris **un virage que de Gaulle avait justement rejeté** (<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/11/08/31001-20141108ARTFIG00070-44-ans-apres-sa-mort-que-reste-t-il-du-general-de-gaulle.php>): à la fois libéral et fédéral. Dépouillant les pouvoirs démocratiquement élus au profit d'organismes technocratiques: Commission, Banque centrale européenne ou Cour européenne de justice. C'est ce qu'on appelle aujourd'hui l'Etat de droit. Le droit des individus, sans conteste ; mais pas le droit des peuples.

C'est le cœur de la querelle. La querelle avec les Polonais et les Hongrois, mais aussi avec l'Angleterre qui se prépare au référendum sur le Brexit. Même la docile Italie se rebelle contre les diktats de Bruxelles: «Le temps où l'Italie devait faire ses devoirs à la maison est fini», déclare Matteo Renzi.

«On ne fait pas d'omelette avec des œufs durs», disait De Gaulle. L'affaire grecque a montré que l'appartenance à l'euro impliquait une «souveraineté limitée» chère à l'URSS d'antan avec la monnaie en guise de chars. L'arrivée massive de migrants venus de Syrie a montré que l'Allemagne de Merkel prétendait imposer ses décisions à tout le continent au nom de la loi du plus fort économiquement.

Parce qu'ils ont subi la fêrule communiste, les pays de l'Est refusent et l'un et l'autre. Le libéralisme des années 1990, accepté d'enthousiasme par tous les Européens, bute désormais sur la volonté des peuples de se préserver dans leur être. Schengen part en lambeaux et l'euro n'est sauvé que par la planche à billets de la BCE, que les Allemands supportent de moins en moins. La logique fédéraliste et technocratique de l'Union européenne est en train de s'écraser sur l'impensé de sa conception: il n'y a pas de peuple européen. Les nations sont des réalités ancestrales qui ne veulent pas mourir. De Gaulle encore: «On ne fait pas d'omelette avec des œufs durs.»



[\(<http://plus.lefigaro.fr/page/eric-zemmour-1>\)](http://plus.lefigaro.fr/page/eric-zemmour-1)

[Eric Zemmour \(<http://plus.lefigaro.fr/page/eric-zemmour-1>\)](http://plus.lefigaro.fr/page/eric-zemmour-1)

[Suivre \(<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/1649413>\)](http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/1649413)

Journaliste, chroniqueur
